

Labour

Journal of Canadian Labour Studies

Le Travail

Revue d'Études Ouvrières Canadiennes



Audrey Laurin Lamothe, Frédéric Legault, Simon Tremblay-Pepin, Construire l'économie postcapitaliste (Montréal : Lux, 2023)

Jonathan Durand Folco

Volume 92, Fall 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1107960ar>

DOI: <https://doi.org/10.52975/lt.2023v92.0020>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (print)

1911-4842 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Durand Folco, J. (2023). Review of [Audrey Laurin Lamothe, Frédéric Legault, Simon Tremblay-Pepin, Construire l'économie postcapitaliste (Montréal : Lux, 2023)]. *Labour / Le Travail*, 92, 329–331.

<https://doi.org/10.52975/lt.2023v92.0020>

All Rights Reserved © Canadian Committee on Labour History, 2023

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

real poverty experts – those with lived experience of welfare.

This book is impressive in many ways. Maki's research is both scholarly and activist, it is sensitive and nuanced in its weaving together of the macro and micro, and it embraces complexity and contradiction. While social policy scholars and anti-poverty advocates have long been aware of the inadequacies of social assistance and its demeaning treatment of single mothers, this book provides an in-depth view of how neoliberal social policy discourse and mechanisms, and particularly welfare's sophisticated surveillance apparatus, have "automated class, gender, and racial inequality," (166) working in more thorough and hidden ways to render invisible the humanity of recipients. As Maki argues, there is nothing neutral or apolitical about welfare. It both relies on and serves to perpetuate and secure inequality; in its treatment of single mothers, we see women's oppression intersecting with racism and the destabilizing poor and marginalized communities and individuals, and in so doing, maintaining, or even increasing the power and wealth of the upper echelons of society. In obscuring the humanity of recipients, particularly single mothers, our social gaze is taken away from the injustices taking place, and this deters us from having human compassion and caring. Maki's book presents a powerful counter to this. At the broadest level, this book is about social justice, and it raises the important question of what kind of society we want: one that erases the humanity of some sectors of society for the sake of more "deserving" others, or one that recognizes and values care and our interdependence as human beings?

WENDY McKEEN
York University

Audrey Laurin Lamothe, Frédéric Legault, Simon Tremblay-Pepin,
Construire l'économie postcapitaliste
(Montréal : Lux, 2023)

IL EST DEVENU un lieu commun aujourd'hui de critiquer les dérives du capitalisme, mais trop peu de livres osent s'aventurer dans la recherche d'alternatives à ce système. C'est là le grand mérite de l'ouvrage d'Audrey Laurin Lamothe, Frédéric Legault et Simon Tremblay-Pepin de « se pencher sérieusement sur cette question trop longtemps négligée par la critique : à quoi pourrait bien ressembler une économie postcapitaliste? » (8).

Les auteur-e-s proposent un livre à la fois clair, synthétique, accessible et stimulant présentant différents « modèles » socio-économiques remettant en question la propriété privée des moyens de production et l'économie de marché. La vaste majorité de ces modèles réhabilitent l'idée de planification économique, longtemps répudiée en raison des errances des régimes soviétiques du 20^e siècle.

On découvre alors qu'il est possible d'imaginer une planification « démocratique » de l'économie, évitant les excès de centralisation, favorisant l'autogestion des milieux de travail, tout en coordonnant les décisions économiques à différentes échelles. Comment concrétiser ces objectifs? Nous ne pouvons résumer ici le fonctionnement détaillé de chaque système, mais voici un aperçu des modèles élaborés par des théoricien-ne-s peu connu-e-s dans le monde francophone.

Au chapitre 1, le modèle de la « coordination négociée » de Pat Devine et Fikret Adaman repose sur la « propriété sociale » des entreprises (distincte de la propriété privée ou étatique), de même que sur différentes instances de coordination : comités sectoriels,

commission de planification, chambre d'intérêt, etc. Cette configuration complexe permet « un processus de délibération et un espace de conflit et de débat qui reconnaît l'existence d'intérêts divergents au sein de la société » (24). Ainsi, les décisions économiques ne découlent pas d'une agrégation de préférences individuelles ou d'un marchandage : « l'intérêt général [...] est négocié par la délibération des intérêts concernés » (25).

Au chapitre 2, le modèle de l'économie participative développé par Michael Albert et Robin Hahnel repose sur des conseils de travail et des conseils locaux de consommation, le marché étant remplacé par un processus itératif de « planification participative » appuyé sur des agences de facilitation. « Ce jeu d'aller-retour entre les propositions permet une planification de l'allocation où tout un chacun a son mot à dire tout en évitant à la fois la prise de décision centralisée et autoritaire, et la prise de décision individuelle qui ne tient pas compte des autres acteurs » (55). Notons au passage que les auteur-e-s présentent pour chaque modèle une explication précise de chaque composante, le tout illustré par un schéma visuel facilitant la compréhension.

Dans le chapitre 3, le modèle de « planification informatique centralisée » de Paul Cockshott et Alin Cottrell met de l'avant l'idée que le progrès technologique permettrait de surmonter les problèmes de planification rencontrés jadis par l'URSS. « La planification pourrait être optimisée par le biais d'algorithmes, du *big data*, de l'informatisation complète du processus de planification, d'un suivi en temps réel des activités de production et d'une gestion centralisée » (79–80). Si ce modèle donne beaucoup de pouvoir au bureau central de planification, il propose un aspect démocratique via des « organes représentatifs tirés au sort » et

une forme de démocratie directe par des référendums électroniques.

Au chapitre 4, les modèles de « coordination démocratique multi-niveaux » de David Laibman et de « démocratie générale » élaboré par Takis Fotopoulos sont présentés conjointement, en vertu de leur accent sur la décentralisation et l'autonomie. « Tous deux souhaitent préserver la capacité créative et indépendante des collectivités à faire leurs choix économiques et politiques à partir de leur réalité localement ancrée » (114). Fotopoulos amène aussi une distinction importante entre besoins et désirs, les premiers étant déterminés démocratiquement par des assemblées et satisfaits par des « bons », alors que les seconds sont laissés à des « marchés artificiels » afin de favoriser une plus grande liberté de choix.

Dans le chapitre 5, les auteur-e-s présentent le modèle de « planification ascendante » élaboré par Marta Harnecker, Michael Lebowitz et Victor Álvarez, lequel est inspiré de l'expérience des communes au Venezuela au début des années 2000. Ce modèle repose sur la socialisation démocratique des moyens de production, la remise en question de la division production/reproduction sociale et une forte décentralisation des compétences et ressources au niveau de l'État, pour favoriser une planification partant des communautés, communes et municipalités. Pour eux : « la planification ascendante n'est pas un processus spontané qui émerge sans effort du peuple. Il faut donc que des équipes de bénévoles, qui ont les compétences organisationnelles et techniques nécessaires, mobilisent et forment les habitantes et habitants des quartiers » (159).

Enfin, le chapitre 6 aborde l'« économie de communauté » proposée par les chercheuses Katherine Gibson et Julie Graham (connues sous le nom

J.K. Gibson-Graham). Cette dernière proposition détonne avec les autres perspectives du livre, car elle ne repose pas sur la planification ni un modèle global visant à remplacer le capitalisme. Elle s'appuie plutôt sur « une démarche expérimentale de recherche sur les expériences collectives susceptibles de contribuer à la construction d'un futur postcapitaliste » (181). Gibson-Graham proposent de déconstruire l'imaginaire du « capitalocentrisme » en mettant de l'avant une « diversité économique » au-delà de l'entreprise privée, le travail salarié, l'échange marchand et la finance capitaliste : entreprises publiques, coopératives, bénévolat, monnaies alternatives, fiducies foncières communautaires, finance solidaire, etc. La transformation de l'économie s'effectue d'abord par le bien-être de la communauté : « la réappropriation du travail, des organisations, de l'échange, des usages et de l'investissement se conçoit à l'intérieur de la définition de ce bien-être » (202).

Dans l'exposition détaillée de ces différents modèles, Laurin-Lamothe, Legault et Tremblay-Pepin expliquent de façon pédagogique les rouages et forces de chaque proposition, mais également leurs limites, problèmes et angles morts : enjeu de l'innovation, oubli des connaissances tacites, trop de réunions, inefficacité, dépolitisation, excès de centralisation, localisme, prise en compte insuffisante de l'environnement, etc. Cela permet de nourrir le débat entre ces modèles via des objections, réponses aux critiques et nuances permettant de bonifier ces propositions. Cela dit, cela contribue aussi à laisser un certain flou sur le « bon » modèle à choisir, les auteur-e-s préférant ne pas privilégier un système parmi d'autres. « La diversité des modèles que ce livre a tenté de présenter permet d'adapter la proposition postcapitaliste à chacune des sociétés » (228).

Somme toute, cet ouvrage possède les défauts de ses qualités. Son style très didactique offre une lecture claire et pédagogique, mais qui souffre d'un manque de prise de position, à l'instar d'un manuel scolaire. Ensuite, si le livre met en lumière la diversité des économies postcapitalistes, on ne voit pas du tout comment assurer une transition du monde actuel vers celles-ci. « Le présent livre n'est pas un ouvrage de stratégie politique, il ne propose pas non plus de théorie du changement social » (226). Néanmoins, l'ouvrage a le mérite d'offrir un espace fécond pour élaborer de nouvelles stratégies anticapitalistes : « les modèles de planification démocratique de l'économie constituent un point de départ et non un point d'arrivée. Ils ouvrent des pistes de réflexion plus qu'ils n'offrent de dogmes à suivre » (228).

JONATHAN DURAND FOLCO
Université Saint-Paul

Constance Backhouse, *Reckoning with Racism: Police, Judges and the RDS Case* (Vancouver: UBC Press 2022)

THE SUPREME COURT of Canada heard *R. v. RDS*, the first judicial racial bias case to reach the country's highest court, in 1997. This youth criminal justice appeal involved a claim that the country's first Black female judge raised a reasonable apprehension of bias by acknowledging the propensity of police officers to overreact when dealing with racialized people. This criticism of Justice Corrine Sparks' indirect allusion to racism in policing drew into question whether racism can be acknowledged and addressed in legal proceedings. The targeting of Canada's first Black female judge with claims of racial bias in a case involving police use of force against a Black youth revealed deep divisions within Canadian law and society. In *Reckoning with Racism: Police,*